



Extrait du Union des Forces de Progrès

<http://www.ufpweb.org/fr/spip.php?article312>

Interview Ba Boubakar Moussa à Nouakchott Info

- Le parti - Interviews -



Date de mise en ligne : dimanche 22 juillet 2007

Date de parution : 22 juillet 2007

Union des Forces de Progrès

NI : Monsieur le Président, le processus de concertation sur la question des déportés et du passif humanitaire est en cours. Quelles sont vos premières impressions ?

BBM : Elles sont généralement bonnes, même s'il y a un certain amateurisme et un manque de professionnalisme évident. Il aurait été plus bénéfique, sur la base de l'objectif communément partagé du retour impératif de nos concitoyens déportés, réfugiés et exilés, que ceux qui ont en charge la conduite des affaires du pays avancent une esquisse, définissent des étapes et mettent en oeuvre des méthodes garantissant le succès du processus.

NI : N'est-ce pas trop demander à ce stade, l'important étant la bonne volonté et l'engagement solennel des plus hautes autorités du pays, en particulier du Président de la République ?

BBM : Vous savez, je suis de ceux qui ont applaudi des deux mains le discours du Président de la République. Néanmoins, il est des questions politiques d'une importance majeure pour le pays pour lesquelles nous n'avons pas le droit à l'échec, du fait des graves risques qu'un tel échec ferait courir à l'existence du pays. Je pèse bien mes mots et tous ceux qui auront l'amabilité de me lire et de réfléchir à mes propos doivent en être pleinement conscients. N'oubliez pas que nous sortons d'une transition dont les derniers moments ont été très mouvementés, dans un contexte où la mafia menace de s'emparer des centres nerveux de l'État. Ce n'est pas pour rien qu'on dit que la Guinée-Bissau est devenu un État narco-trafiquant, que le Sénégal s'est trouvé dans l'obligation d'écarter la police et de recourir la gendarmerie pour engager les enquêtes indispensables à la gestion du dossier de la drogue. Méditons donc notre situation propre, en particulier celles de l'administration et des forces publiques qui ont en charge ces questions... Nous avons plus que jamais besoin d'un large consensus, de stabilité pour avoir les meilleures chances d'enraciner la démocratie, en prévenant les périls, en écartant les dangers, en vue de trouver des solutions viables et durables à nos problèmes majeurs.

NI : Est-il envisageable d'associer les extrémistes des deux bords, arabes surtout mais également négro-africains, les uns ayant manifesté leur opposition au retour des déportés, les autres posant des conditions inacceptables ?

BBM : Justement, osons regarder la situation en face ! Si nous souhaitons le retour des déportés c'est non seulement pour réparer une injustice historique mais aussi pour panser nos plaies et renforcer l'unité de notre peuple. Il est évident, du fait du manque d'information, du retard inouï en matière de communication, du niveau de conscience de notre peuple, de l'effet nocif de la propagande de certaines forces, que le courant d'opinion dominant au sein des Arabes c'est l'inquiétude et la crainte de l'invasion par des non-Mauritaniens. Il n'est ni juste, ni responsable de ne pas en tenir pleinement compte. Il y a un fait objectif. L'Afrique est en crise, la sous-région ouest-africaine a des difficultés immenses de faire face à la pauvreté et aux besoins de première nécessité de ses populations. La Mauritanie apparaît comme une planche de salut pour des frères d'autres pays voisins. Nous devons rester ouverts à nos voisins, du Nord comme du Sud, être disposés à partager avec eux ce que nous avons, mais dans les limites de ce qui est possible.

Il est donc indispensable, avant tout, de préparer les conditions favorables au retour des déportés, en rassurant ce qui sont inquiets, en informant l'opinion, publique, en permettant aux points de vue contradictoires de s'exprimer librement...

NI : Y compris les plus extrémistes ?

BBM : Y compris les plus extrémistes, qu'ils soient arabes ou négro-africains. En effet, un consensus a d'autant plus de valeur qu'il engage l'ensemble des courants d'opinion significatifs. Les premiers s'inquiètent de l'envahissement

par des noirs, d'Afrique de l'Ouest surtout. Les seconds veulent qu'ici et maintenant, les Mauritaniens trouvent des réponses à l'ensemble des questions relatives à leur cohabitation. Expliquons aux premiers qu'il s'agit du retour légitime de leurs compatriotes qui ont été victimes d'une répression abominable du régime d'exception de Maawiya. Dans l'ensemble des sites de retour qui seront identifiés, prenons le soin de mettre en place des commissions d'accueil comprenant des notables et personnalités de toutes obédiences, y compris les représentants des courants réticents et inquiets. La communauté nationale en bénéficiera car leurs témoignages attesteront de la transparence des opérations de retour et qu'elles n'ont pas servi de « couverture » à l'introduction de non-Mauritaniens.

NI : Comment tenir compte des exigences des nationalistes négro-africains ?

BBM : D'abord acceptons de reconnaître leur droit inaliénable à exprimer leurs points de vue et le devoir de la communauté nationale de leur prêter toute l'attention requise et d'enregistrer avec esprit de responsabilité leurs exigences. Je parcours, comme vous, les débats sur Internet et je sais qu'il n'est pas facile de supporter les invectives, les insultes et le ton injurieux que prennent certains propos. Sincèrement, j'en appelle aux uns et autres, pour que nous débattions des modes de gestion et de gouvernance de notre maison commune, la Mauritanie, dans le respect mutuel et suivant des principes et une éthique conformes à nos valeurs de tolérance et de pardon. Je suis persuadé que la majorité des nationalistes négro-africains est douée de raison et du sens de responsabilité pour comprendre que nous avons, en tant que pays et en tant que peuple, des capacités et des limites objectives. Regardons notre passé, notre présent et surtout notre futur en sachant que la restauration de la confiance et son édification sur des bases viables et durables exige du temps. Il faudra plusieurs générations pour parvenir aux résultats que nous souhaitons tous. Donnons donc le temps au temps et dépensons le meilleur de nous-mêmes pour accomplir notre devoir de génération, pour léguer le flambeau aux plus jeunes qui, dans le même élan et suivant la même démarche, le remettront à nos petits-enfants. C'est sur cette base que nous pourrions traiter de ces exigences sans tabou et en venir à bout.

NI : Il semble que l'UFP ait tenu un atelier sur la question du retour des déportés, de même que la coalition de l'opposition. Pouvez-vous nous résumer les conclusions les plus importantes auxquelles vous êtes parvenus ?

BBM : Effectivement, l'UFP a tenu un atelier le samedi 1er juillet, les partis de l'opposition ont tenu le leur lundi 16 juillet dans l'après-midi. C'est le Président Mohamed Ould Maouloud qui a introduit l'atelier du 16 juillet, sur la base des conclusions auxquelles l'UFP est parvenue. Dans son introduction, il a beaucoup insisté sur l'impérieuse nécessité, pour la Nation toute entière, de se mobiliser pour accueillir les siens, essuyer leurs larmes, panser leurs blessures et travailler à leur insertion. Pour cela il y a un préalable : l'organisation d'une campagne nationale large d'explication et de préparation du retour des déportés, en utilisant les médias publics et les médias privés. C'est l'occasion pour moi de vous remercier du fond du coeur de la contribution hautement patriotique que votre journal a apportée.

Mohamed a particulièrement insisté sur la nécessité de préparer les conditions indispensables pour le succès du retour, au plan moral, au plan économique, en particulier pour la réinsertion de nos compatriotes. Il a expliqué qu'il fallait procéder par étapes, en allant du simple au complexe : le retour des déportés, puis le passif humanitaire et enfin l'ensemble des autres questions liées à la réconciliation nationale. D'une manière générale, l'ensemble de nos partenaires ont soutenu ces points de vue et l'ont complété par d'autres suggestions constructives.

NI : Quelles sont les recommandations qui vous semblent les plus importantes.

BBM : La question des déportés et du passif humanitaire est une question éminemment politique qui exige une prise en main politique. Il appartient aux autorités en charge de la gestion des affaires du pays de mettre en place une commission nationale compétente, représentative, digne de confiance, en la rattachant à la Présidence de la

République ou à la Primature pour apporter le concours et l'appui nécessaires. Les uns et les autres, quelles que soient nos différences d'approche, nous avons une volonté commune : le salut de la Mauritanie, la sauvegarde de la stabilité du pays et de l'unité de notre peuple. Au-delà de la surenchère, voyons concrètement les mesures urgentes et indispensables à un retour de nos compatriotes dans le sens du renforcement de l'unité nationale. Si un point de vue dominant se dégage, comme une seule personne mobilisons-nous pour le mettre en oeuvre et soyons attentifs à sa portée effective, restons disposés aux réajustements nécessaires, au renoncement à tout ce qui s'avérera inopérant, pour prendre toutes les initiatives nouvelles indispensables. En procédant ainsi, c'est sûr que nous l'emportons et serons mieux préparés à accomplir d'autres devoirs que l'Histoire dicte à notre génération.

(18 Juillet, 2007)